



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2888
8 décembre 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Halte à la guerre de l'État d'Israël contre le peuple palestinien!



**Hôpitaux
À bout
de souffle**

Page 14

**Dans les écoles
Une propagande
militariste**

Page 7

**Le Pen, Darmanin...
Politiciens
charognards**

Page 3

Leur société

- Le Pen, Darmanin, Ciotti: les charognards 3
- Attentat: la faute aux psychiatres? 3
- Guerre au Moyen-Orient: le conformisme des médias 3
- Extrême droite: apprentis fascistes à l'entraînement 4
- Romans-sur-Isère: la campagne raciste continue 4
- Darmanin: médaille d'or de l'hypocrisie 4
- Logement: un problème de plus en plus aigu 5
- Mutuelles: une attaque de plus contre la santé 5
- Smic: en-dessous du minimum 5
- Caisse d'allocations familiales: la chasse aux pauvres 6
- Métro parisien: champion de la hausse? 6
- Éducation en Seine-Saint-Denis: un plan d'urgence s'impose 7
- Écoles: garde-à-vous et bourrage de crâne 7
- Propagande guerrière précoce 7

Guerre au Moyen-Orient

- Gaza: le massacre continue 8
- Blinken cherche de nouveaux géoliers 8

Dans le monde

- Niger: l'UE payait pour la chasse aux migrants 9
- COP 28: une grand-messe sans miracle 9
- OPEP+: des choix pour faire monter les prix 9
- Extrême droite européenne: plusieurs variétés d'un même poison 10
- Kissinger: itinéraire d'un salaud 10
- Pacifique sud: la militarisation en marche 16

Dans les entreprises

- Uber Eats 11
- EPSM de la Sarthe 11
- Calais: capitalistes licenciés 11
- Transdev Seine-Saint-Denis 12
- Tisséo - Toulouse 12
- Dans nos bulletins d'entreprise 12
- Renault - Flins 13
- Renault Trucks - Saint-Priest 13
- SNCF - Rennes 13
- Hôpitaux de Quimper, Laval et Tours 14
- Casino 15
- Anatomie d'un dépeçage 15

Le congrès de Lutte ouvrière

- Motion à propos des élections européennes 16

Halte à la guerre d'Israël contre le peuple palestinien!

La trêve à Gaza n'aura duré qu'une semaine, le temps d'échanger 80 des otages israéliens enlevés par le Hamas contre 210 des milliers de prisonniers palestiniens détenus par Israël.

Après avoir détruit et occupé le nord, tuant 15 000 personnes et chassant 1,7 million d'habitants, l'armée israélienne se lance désormais contre le sud. Sous prétexte d'«*éliminer le Hamas*» et de «*pour-suivre la guerre jusqu'à la victoire*», Netanyahu et ses ministres d'extrême droite semblent prêts à anéantir Gaza.

Ils sont lancés dans une fuite en avant meurtrière contre les Palestiniens. À Gaza, ceux-ci sont écrasés sous les bombes. En Cisjordanie, ils sont livrés à l'arbitraire des colons israéliens qui les chassent de leurs terres, coupent les routes d'accès à leurs villages, quand ils ne les abattent pas froidement. À Jérusalem-Est, l'armée traque ceux qui affichent leur solidarité avec Gaza. Les quartiers arabes sont bouclés, leurs commerces fermés, leurs maisons souvent détruites.

La violence et les humiliations quotidiennes de cette occupation coloniale nourrissent une révolte légitime. Depuis le 7 octobre, et faute d'autres perspectives politiques, le Hamas apparaît comme le champion de la cause palestinienne. Mais c'est l'armée israélienne qui fait naître dans toute la Palestine des générations de révoltés, prêts à se battre et à mourir pour ne plus subir un enfermement à perpétuité, en l'absence de toute perspective.

Pour justifier le massacre commis à Gaza, Netanyahu, ses chefs militaires et leurs parrains occidentaux n'ont que la sécurité d'Israël à la bouche. Mais la population juive israélienne n'aura ni paix ni sécurité tant qu'elle restera complice de l'oppression des Palestiniens. Sa jeunesse passe ses meilleures années sous l'uniforme et se salit en participant à l'oppression coloniale. L'extrême droite et les colons les plus extrémistes pèsent de plus en plus sur la vie politique et sur les libertés.

De Macron à Biden, les dirigeants des grandes puissances «*regrettent la rupture de la trêve*» et exhortent Netanyahu à faire «*moins de morts civils au sud qu'au nord*». Quelle hypocrisie! Sans le soutien inconditionnel des États-Unis, sans les quatre milliards de dollars d'aides militaires versés chaque année, les dirigeants israéliens n'auraient pas l'armée la plus puissante du Moyen-Orient. Ils n'auraient pas pu déverser 40 000 tonnes de bombes sur Gaza en quarante-cinq jours.

Pour contrôler cette région stratégique et ses richesses, la France, la Grande-Bretagne puis les

États-Unis n'ont cessé de dresser un peuple contre un autre, de tracer des frontières arbitraires, d'installer des régimes dévoués, d'abattre ceux qui n'étaient pas assez obéissants, au prix de guerres sanglantes.

Pour faire diversion, les dirigeants américains reparlent d'une «*solution à deux États*». Il faut un cynisme sans limite pour ressortir cette formule quand Gaza est un champ de ruines et la Cisjordanie morcelée par les colonies. Depuis soixante-quinze ans, ils ont laissé tous les gouvernants israéliens empêcher la formation d'un État palestinien en annexant ou colonisant des régions entières. Même l'Autorité palestinienne, créée après les accords d'Oslo, a été réduite à une force de police.

Pendant que les morts s'accumulent, les tractations se déroulent pour savoir quel appareil répressif encadrera les Palestiniens. Tous les protagonistes de ces marchandages, du Hamas à Israël, de l'Arabie saoudite à l'Égypte, en passant par le Qatar, la Turquie ou l'Iran, ont le plus grand mépris pour la population palestinienne. Pour eux, Gaza n'est qu'une arène pour accroître leur influence dans un Moyen-Orient transformé en poudrière par les grandes puissances.

Les États arabes, tout comme le Hamas, ne sont pas en lutte contre l'ordre impérialiste qui opprime les peuples, ils veulent s'y faire une place! Il ne pourra pas y avoir d'issue pour les Palestiniens tant que les grands groupes industriels et bancaires imposeront leur loi du profit à la planète.

Ici, en France, les politiciens au service de ces grands bourgeois et leurs médias utilisent le conflit en Palestine pour attiser les divisions entre travailleurs, comme ils le font après chaque meurtre ou attentat. Ils présentent tous ceux qu'indigne le sort des Palestiniens comme des antisémites et inventent un prétendu choc de civilisations.

C'est une propagande révoltante qui ne peut qu'attiser la haine. C'est un piège dans lequel il ne faut pas tomber, car cette division est un moyen de mieux nous exploiter aujourd'hui et de nous embrigader demain sur les champs de bataille.

Par-delà les frontières nationales, leurs origines ou leur religion, les travailleurs subissent partout le même système capitaliste, un système qui nous enfonce dans la barbarie et qu'il faut se préparer à renverser.

Nathalie Arthaud



Le Pen, Ciotti, Darmamin : les charognards

L'homme qui a assassiné un touriste et blessé deux passants samedi 2 décembre, près de la station de métro Bir-Hakeim, était connu des services de police et avait déjà fait de la prison.

Suivi pour troubles psychiatriques, l'assassin a déclaré « ne plus supporter qu'on tue des musulmans en Afghanistan et en Palestine ». La concurrence entre les ténors de la droite, de l'extrême droite et du gouvernement, à celui qui en fera le plus pour promettre répression, incarcérations, expulsions, s'est aussitôt enflammée. Les médias spécialisés dans la haine contre les musulmans, ceux du groupe Bolloré en particulier, ont fait chorus.

L'utilisation de cet assassinat par le gouvernement, la droite et l'extrême droite pour affirmer que l'immigration serait la source de toute violence est aussi frauduleuse que d'habitude. Ils avaient dit la même chose à propos du meurtre du jeune Thomas, à Crépol, deux semaines auparavant, alors qu'il apparaît qu'il s'agissait d'une banale mais catastrophique bagarre de bal. Et que dire, le week-end des 2 et 3 décembre, du meurtre d'un supporter de football, de celui d'un

gamin de banlieue dans un affrontement entre cités, du gosse de quinze ans qui a assassiné ses parents ? Cette sinistre série, y compris le meurtre du touriste du pont Bir-Hakeim, illustre certes la montée de la violence sociale mais contredit ceux qui font toujours et encore des immigrés la source de tous les malheurs.

Ces mêmes hommes politiques et ces mêmes médias soutiennent les bombardements de Gaza, comme ils ont applaudi lorsque les armées occidentales ont envahi l'Afghanistan, massacré l'Irak, détruit la Libye. Ils ne devraient pas s'étonner que cette guerre suscite des révoltés et même des assassins comme ceux du Bataclan et peut-être celui d'Arras et celui de Bir-Hakeim, car c'est leur monde qui les a engendrés, folie éventuelle comprise.

Les mêmes semblent s'opposer sur les mesures à prendre pour que l'État protège la population de ces violences et exigent plus de moyens répressifs. Mais la



Ciotti et Darmanin du temps où ils étaient copains dans le même parti.

police n'est pas là pour cela et en réalité ne peut rien empêcher en la matière, la longue liste de faits divers n'ayant d'égalé que celle des moyens et droits supplémentaires accordés aux forces de répression.

La droite et l'extrême droite exigent l'incarcération des personnes dangereuses avant qu'elles ne passent à l'acte. Des moyens légaux pour ce faire existent déjà, mais évidemment pas les moyens matériels, juges spécialisés, infirmiers, médecins, locaux, éducateurs, etc. Faute de quoi, et sans même se prononcer sur les moyens et la méthode en question, il ne reste que des promesses d'arbitraire policier et d'internements administratifs.

La concurrence des Darmanin, Ciotti et Le Pen pour transformer malheurs, meurtres et assassinats en dividendes électoraux pourrait un peu plus une atmosphère déjà irrespirable.

Paul Galois

Attentat : la faute aux psychiatres ?

En déclarant « il y a vraisemblablement eu un ratage psychiatrique », à propos de l'auteur de l'attentat du pont de Bir-Hakeim, le ministre de l'Intérieur a trouvé le bouc émissaire : la psychiatrie.

Peu importe à Darmanin qu'il manque des psychiatres au point que des retraités sont rappelés dans certains hôpitaux, que des lits d'hospitalisation en psychiatrie ont fermé par milliers, que les délais pour une simple consultation s'allongent démesurément.

Il y a un an une grève des psychiatres hospitaliers avait tiré le signal d'alarme. L'un d'entre eux dénonçait le fait que « rien qu'en Île-de-France, 60 000 à 70 000 personnes, dont au moins 60 % sont des malades mentaux, errent en dehors de toute institution et de tout domicile ».

Depuis, le gouvernement auquel Darmanin appartient n'a rien fait. Ou plutôt

si : il continue d'aggraver la situation en sous-finçant la psychiatrie. Ce manque croissant de moyens rend dérisoire sa prétendue solution pour parer de telles attaques en admettant qu'elles soient attribuables à des troubles psychologiques : il faudrait que « les préfets, les policiers puissent exiger une injonction de soins ».

En réalité, prononcer ce genre d'injonction de soins serait déjà possible si ces possibilités de suivi existaient vraiment. Mais l'essentiel pour Darmanin est de dire que la police « a fait son travail » et de parler pour faire croire qu'il agit.

Lucien Déroit



L'INDICATEUR DES FLANDRES

Guerre au Moyen-Orient : le conformisme des médias

La reprise des bombardements de terreur sur Gaza s'accompagne en France de la reprise de la campagne médiatique contre tous ceux qui le dénoncent.

La plus grande partie des médias et du personnel politique continuent d'assimiler condamnation de la politique d'Israël et antisémitisme.

Ainsi, pour avoir écrit l'évidence que l'éditorialiste de LCI Ruth Elkrief prend fait et cause pour l'armée israélienne et somme ses invités de faire de même, Jean-Luc Mélenchon est cloué au pilori. Le quotidien *Le Monde*, parangon auto-proclamé de l'objectivité, a consacré une page entière à dénoncer des organisations d'extrême gauche qui, selon lui, propageraient la haine des Juifs. Le préfet de l'Isère

a interdit une réunion du NPA à Grenoble, au prétexte qu'elle inciterait à la « haine contre Israël ».

Pourtant, la condamnation de la politique des dirigeants israéliens n'a rien à voir avec l'antisémitisme, cette plaie caractéristique de l'Occident chrétien, ne serait-ce que parce qu'elle est aussi le fait d'une fraction, même minoritaire, des Juifs, en Israël et partout dans le monde. Il n'est que de voir les pancartes, de Paris à New York et à Tel Aviv, portées par des manifestants se proclamant Juifs et opposés à la politique de Netanyahu.

Au-delà de l'épisode actuel, la prétention des dirigeants sionistes à représenter tous les Juifs de par le monde et à constituer un rempart contre un renouveau de l'antisémitisme est un mensonge et une dangereuse escroquerie. C'est un mensonge, car le sionisme n'a jamais fait l'unanimité parmi les Juifs. C'est une dangereuse escroquerie, car le fait que l'armée d'Israël serve de gendarme impérialiste au Moyen-Orient ne peut qu'attiser la haine des populations opprimées de cette région et ne met à l'abri ni la population juive hors d'Israël, ni les Israéliens eux-mêmes.

La gent politique française de la droite et du centre ne s'est convertie à une prétendue lutte contre

l'antisémitisme qu'à partir du moment où l'armée israélienne s'est mise au service de l'ordre impérialiste. La conversion de l'extrême droite, héritière de Pétain, est encore plus récente et encore moins crédible. Leurs communs cris d'orfraie, leurs déclarations outragées, leurs rappels pompeux et dérisoires des « heures les plus sombres de notre histoire » masquent la pure et simple défense de l'ordre établi par les

bombardements et la terreur contre toute une population s'il le faut.

La nécessaire lutte contre l'antisémitisme est inséparable de la lutte contre tous les racismes et toutes les oppressions, y compris celle du peuple palestinien. Elle ne peut aboutir vraiment que dans le combat contre la mère de toutes les oppressions, l'exploitation de l'homme par l'homme.

P. G.

Halte au massacre à Gaza !

Lutte ouvrière se joint aux appels à manifester contre le massacre des Palestiniens.

À Paris, la manifestation partira à 14h30 d'Opéra, samedi 9 décembre.

Extrême droite : **apprentis fascistes à l'entraînement**

Après l'expédition punitive organisée par une petite centaine de militants d'extrême droite à Romans-sur-Isère, deux cents militants de Génération Identitaire, groupe dissous en 2021, ont manifesté à Paris vendredi 1^{er} décembre pour crier leur haine des musulmans, des Arabes et des pauvres en général.

Les idées d'extrême droite profitent actuellement d'un climat politique favorable. Mais, plus profondément, c'est la décomposition de la société capitaliste qui leur permet de se développer. En effet, alors que la crise économique, sociale et politique s'accroît, que les capitalistes mènent une guerre de plus en plus féroce à la classe ouvrière, la fonction de l'extrême droite peut être de détourner la colère des travailleurs, en particulier contre les immigrés désignés comme la source de tous les problèmes.

Des petits groupes d'apprentis fascistes cherchent ainsi à se développer à l'ombre de la montée électorale du RN. Ils ne rassemblent pour l'instant que quelques centaines d'individus mais ils représentent

un danger potentiel pour le mouvement ouvrier. Chaque occasion est utilisée par eux pour se rassembler, se faire la main, en espérant grossir. Aujourd'hui ils voudraient bien s'attaquer physiquement aux travailleurs immigrés, avant de s'en prendre demain aux militants ouvriers en général.

Face à ce danger, en appeler, comme le fait la gauche, aux institutions de la République est une tromperie néfaste. La République française s'est toujours bien accommodée des idées d'extrême droite, quand il a fallu aller chercher Pétain, puis le général réactionnaire de Gaulle, dont les troupes n'étaient pas les dernières à opérer des descentes contre les Maghrébins. Les dirigeants de la gauche réformiste,

l'insoumis Mélenchon, le socialiste Faure et Roussel du PCF, trompent leur monde quand ils en appellent aux valeurs de cette République bien bourgeoise. Celles-ci n'ont rien à voir avec la défense des pauvres. Les travailleurs qui ont eu affaire à la police ou à la justice républicaines lors de manifestations ou suite à des piquets de grève savent à quoi s'en tenir.

Les travailleurs, inquiets à juste titre de cette évolution, n'ont pas à remettre leur sort dans les mains des institutions de la bourgeoisie qui a besoin de l'extrême droite pour les diviser et les désarmer quand elle leur mène la guerre pour ses profits. Ils ne peuvent que compter sur leurs propres forces et sur leur organisation indépendante. C'est en offrant par leurs luttes une perspective de changement à toutes les couches sociales victimes de la crise capitaliste qu'ils pourront combattre l'extrême droite et faire reculer son influence

Camille Paglieri



Rassemblement d'habitants du quartier de la Monnaie, samedi 2 décembre.

ANTHONY LAURENT FRANCE 3

Romans-sur-Isère : **la campagne raciste continue**

La récupération de la mort du jeune Thomas, lors d'un bal au village de Crépol, par les politiciens de différents bords et par des brutes identitaires d'extrême droite a des conséquences néfastes bien concrètes pour les habitants de la ville populaire de Romans.

Alors que, deux semaines après le drame, l'enquête semble confirmer qu'il s'agissait d'une dispute tristement banale qui a mal tourné, ces démagogues racistes l'ont transformée en une attaque contre de braves jeunes de la campagne par des « sauvages » de la cité de la Monnaie, un quartier populaire de Romans.

Le lundi 27 novembre, le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, s'est imposé lors de l'hommage à Thomas organisé au lycée du Dauphiné. Il a aussi donné un caractère politique à cet événement que professeurs et lycéens auraient souhaité garder intime : la cour de récréation a été envahie par les caméras et les micros des journalistes, relayant en direct sur BFMTV les hommages rendus dans l'enceinte du lycée.

Pour la maire de droite de Romans, Marie-Hélène Thoraval, alliée à Laurent Wauquiez, cette affaire est un tremplin qui lui ouvre tous les plateaux télé, jusqu'à la une du JDD désormais aux mains de Bolloré. Elle jette de l'huile sur le feu : prétendant dire tout haut ce que « les Français pensent tout bas », elle regrette que la loi l'oblige à dépenser plus d'argent pour les écoles du quartier de la Monnaie, classé prioritaire, que pour les autres, elle dénonce la « culture de l'excuse » et elle assimile délinquance,

immigration et travailleurs de ce quartier ouvrier. Cela ne peut qu'encourager les nervis d'extrême droite qui continuent à menacer.

La conséquence est que des familles d'origine immigrée renoncent à envoyer leurs enfants à l'école. Il y aurait jusqu'à 30 % d'absences dans certains établissements de Romans, selon un syndicaliste enseignant. Des familles de jeunes mis en cause dans la rixe de Crépol ont reçu des lettres anonymes ou des coups de téléphone chargés de menaces racistes. Un jeune facteur d'origine maghrébine a été agressé dans le quartier.

Révoltés par les propos de la maire et par cette ambiance, une centaine d'habitants de la Monnaie ont tenu à se rassembler samedi 2 décembre pour protester, malgré l'interdiction préfectorale. Ils brandissaient des pancartes du style « Thoravale ta haine ».

Les politiciens du gouvernement, de droite et d'extrême droite, cherchent à diviser le monde du travail avec leurs surenchères racistes. Cette diversion leur est bien utile pour tenter de faire oublier à tous les travailleurs, retraités, chômeurs, où qu'ils vivent et quelles que soient leurs origines, qu'ils subissent tous la même exploitation et les mêmes galères.

Correspondant LO



Manifestation de l'extrême droite, à Lyon, lundi 27 novembre.

Darmanin : **médaille d'or de l'hypocrisie**

Après la manifestation d'extrême droite au Panthéon, le 1^{er} décembre, d'abord interdite par le préfet puis autorisée par la justice, Darmanin s'est dit « scandalisé ». Il s'est soudain posé en opposant à l'extrême droite.

Le moins qu'on puisse dire est que le ministre de l'Intérieur ne manque pas d'air, lui qui passe son

temps à se répandre sur les prétendus dangers de l'immigration, responsable, selon lui, de tous les maux ; lui qui vient de rédiger une nouvelle loi s'attaquant encore davantage aux travailleurs immigrés. Le gouvernement alimente tout à fait consciemment le climat réactionnaire et xénophobe actuel, même s'il ne l'a pas créé. Le

ministre, qui soutient les policiers en toute circonstance même lorsqu'ils assassinent des jeunes, qui critique la justice considérée comme trop laxiste et qui trouve Marine Le Pen « trop molle », occupe bel et bien le même terrain infect que cette extrême droite dont il se dit « scandalisé ».

C. P.

Logement: un problème de plus en plus aigu

Se loger devient de plus en plus difficile. Un rapport de l'ONG Oxfam confirme, chiffres à l'appui, ce que ressentent chaque jour des millions de familles populaires.

En vingt ans, les prix de l'immobilier ont augmenté quatre fois plus vite que les revenus disponibles des habitants. Cela a fait la fortune des promoteurs et d'une poignée de riches propriétaires, la moitié des logements en location appartenant aujourd'hui à 3,5% de la population. Les travailleurs consacrent une part toujours plus importante de leur salaire au paiement du loyer ou au remboursement des emprunts, et donc rognent sur les autres dépenses, alimentation, vêtements, loisirs. Aujourd'hui, selon Oxfam, les moins aisés consacrent 32% de leurs revenus au logement. Ce pourcentage était de moins de 9% en 1960. Encore ne s'agit-il là

que d'une moyenne, la part du logement dans le budget étant plus importante encore pour les femmes qui élèvent seules leur enfant ou pour les salariés les plus pauvres. Tout au bout de cette chaîne, survivent celles et ceux que ces prix privent d'un logement, et qui se retrouvent à la rue, parfois avec leurs enfants.

Que l'on soit locataire ou que l'on ait réussi à emprunter pour acquérir un logement, ces dépenses sont un nœud coulant qui ne cesse de se resserrer. Les loyers augmentent sans cesse. Le maximum de 3,5% par an autorisé est devenu la norme pour bien des bailleurs sociaux, et les charges augmentent davantage encore.

Quant à la possibilité d'acheter son logement, les prix qui explosent se combinent avec la hausse des taux d'intérêt pour rendre cette solution de plus en plus aléatoire. En 2000, on s'endettait en moyenne pour 15 ans. En 2020 cette durée était 22 ans. Aujourd'hui le ministre de l'Économie Bruno Le Maire propose de porter la durée maximum d'endettement de 25 à 27 ans.

L'intervention de l'État consiste pour l'essentiel à offrir des exonérations fiscales aux propriétaires privés qui acceptent d'acquiescer un logement pour le louer. Selon Oxfam, le manque à gagner pour l'État du fait de trois de ces niches fiscales s'est monté à 11 milliards d'euros en douze ans, ce qui aurait permis la construction de 70 500 logements sociaux. De fait, le nombre de HLM dont la construction est financée est en diminution, passé de 126 000 en 2016 à 96 000 en 2022.

Le renchérissement permanent des logements oblige les travailleurs à rogner sur les autres dépenses, à s'exiler de plus en plus loin, là où les prix de l'immobilier sont moins élevés, ou encore à s'entasser dans des appartements exigus. La crise capitaliste rend plus aigu d'année en année ce qui a toujours été l'un des principaux soucis de la classe ouvrière: avoir un toit sur la tête.

Daniel Mescla



Smic: en dessous du minimum

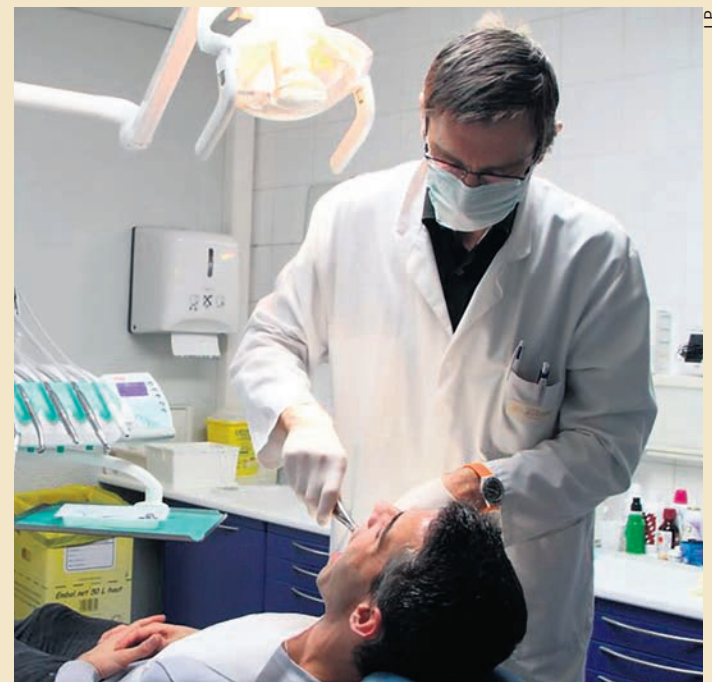
Le smic sera automatiquement revalorisé au 1^{er} janvier 2024 du fait de l'inflation. Selon les estimations du gouvernement, il passerait de 1 383 euros à 1 406 euros net par mois à temps plein.

Cette revalorisation de 1,7% s'ajoute à celle du 1^{er} mai et correspond à l'inflation annuelle officielle. Mais l'augmentation réelle des prix, et notamment des prix alimentaires, du gaz et de l'électricité est tout autre et entraîne en réalité une baisse du pouvoir d'achat du smic. Ce constat amer

sera largement partagé dans la population. En effet, il n'y a jamais eu autant de travailleurs au smic en France. Actuellement, un salarié sur six touche le salaire minimum. En fait, à chaque revalorisation infime du salaire minimum légal, les autres salaires ne bougeant pas, le nombre de travailleurs au salaire minimum augmente. Et, signe de la faiblesse générale des salaires, dans quarante branches professionnelles, la grille de rémunération commence en dessous du salaire minimum.

Cette aggravation générale du niveau de vie des travailleurs n'a rien d'une fatalité. Elle s'explique par le vol généralisé orchestré par le patronat qui verse des salaires trop faibles et augmente les prix dans les magasins. Face à cela les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de mener une contre-offensive pour reprendre ce qui leur est volé et imposer par la lutte des hausses générales des salaires ainsi que leur indexation sur les prix.

Joséphine Sina



Mutuelles: une attaque de plus contre la santé

C'est bientôt la nouvelle année, les mutuelles et autres assurances complémentaires santé présentent par avance la note. Elles annoncent une augmentation de 8 à 12% de leurs tarifs pour 2024.

« De telles augmentations ne sont pas tenables. [...] Les mutuelles ne peuvent pas aujourd'hui faire des patients la variable d'ajustement de leur modèle économique » n'hésite pas à déclarer le ministre de la Santé. Mais, par ailleurs, il remet sur la table la possible augmentation des franchises médicales sur les boîtes de médicaments.

Les responsables de complémentaires, eux, tentent de justifier l'augmentation en égrenant leurs nouvelles dépenses. Il est question, comme s'il s'agissait d'un problème, du vieillissement de la population et donc de l'accroissement naturel du volume de soins et de dépenses de santé. Ils mettent en avant l'augmentation du tarif de la consultation qui passe de 25 à 26,50 euros chez le généraliste, de 30 à 31,50 euros chez le spécialiste et dont 30% restent à la charge des mutuelles.

Les mêmes responsables évoquent le « transfert de charge sur le dentaire » depuis le 1^{er} octobre qui a vu le remboursement des soins chez le

dentiste passer de 70% à 60% par l'Assurance maladie et donc de 30 à 40% par les complémentaires. S'y ajoute le coût du « 100% santé », pour les prothèses auditives et dentaires et pour l'optique, présenté en son temps par le gouvernement comme une conquête sociale essentielle et, en réalité, payé par les complémentaires c'est-à-dire par les patients eux-mêmes.

Car ce sont les patients, salariés ou retraités, qui règlent les cotisations aux complémentaires santé. En janvier 2024, quand elles augmenteront, certains verront leur pouvoir d'achat encore amputé, d'autres n'auront pas d'autre choix que de cesser de cotiser et donc cesser de se soigner, faute de moyens.

Les découvertes, les techniques, les inventions en matière de santé progressent mais la société est incapable d'en faire profiter tous ses membres. Pire, elle entraîne ceux qui pourtant la font fonctionner dans une véritable régression sociale.

Sophie Gargan

Caisse d'allocations familiales : la chasse aux pauvres

La CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales) s'est dotée, depuis 2020, d'outils informatiques pour mieux cibler ses contrôles des bénéficiaires du RSA ou des allocations familiales. Un collectif de journalistes s'est penché sur les techniques employées et leurs conclusions sont édifiantes.

Plus vous êtes pauvres et plus vous avez de risques d'être contrôlés. Si vous avez un enfant de plus de 12 ans, si vous touchez l'allocation adulte handicapé ou si vous avez un revenu inférieur à 942 euros pour une personne seule, pas de chance, vous êtes une cible.

Le journal *Le Monde* a rencontré une mère qui élève seule son enfant de 14 ans et qui a subi un contrôle. Il lui a d'abord fallu rassembler un tas de documents, dont tous les relevés bancaires depuis l'ouverture des droits au RSA. La contrôleuse a noté tous les montants crédités sur ses comptes. Selon elle, des virements de ses frères et sœurs, qui s'élèvent à environ 1500 euros, pour lui permettre de rendre visite à son père mourant en Bretagne (elle

habite le Var), les petits dépôts de 30 ou 40 euros provenant des objets vendus sur Leboncoin, un virement de 150 euros reçu pour son anniversaire. Ces petites rentrées auraient dû être déclarées comme «revenus».

Le lendemain, elle a reçu un courrier lui demandant de rembourser 2864 euros, sans plus d'explications sur les détails de ce montant. Dès les mois suivants, elle a dû rembourser sa dette, et il lui reste moins de 400 euros par mois pour vivre, ou plutôt survivre!

Depuis les années Sarkozy, autour de 2010, tous les gouvernements ont monté en épingle une prétendue fraude aux prestations sociales. La CNAF a été poussée à mettre en place des contrôles de plus en plus

sophistiqués. Des contrôleurs déplorent cette évolution, comme le fait que les bénéficiaires du RSA ou de l'allocation aux adultes handicapés doivent déclarer leurs ressources tous les trois mois au lieu d'une fois par an pour les autres allocations. On considère comme fraude des erreurs de bonne foi, tant les règles sont compliquées et peu expliquées. Exiger qu'un coup de main d'un proche ou un cadeau d'anniversaire soient déclarés comme revenu, est aussi révélateur d'un mépris social envers les plus démunis.

Pour les fraudes fiscales, dont les montants se chiffrent en dizaines de milliards, les services de l'État trouvent des arrangements, effacent des ardoises de fraudeurs qui cachent leur fortune dans les paradis fiscaux. Mais les pauvres gens qui galèrent avec des aides qui leur permettent à peine de vivre, n'ont droit à aucune concession. Révoltant!

Correspondant LO

“Plein emploi” : le plein de mesures antiouvrières!

« Pourquoi l'exécutif s'attaque encore aux droits des salariés. » Cette constatation ne titre pas un article de *Lutte ouvrière*, mais du magazine *Capital* évoquant la réunion, le 4 décembre, d'un certain nombre de ministres autour d'Élisabeth Borne sur le sujet du plein-emploi.

Les chiffres officiels du chômage sont en effet en hausse, et la promesse gouvernementale d'atteindre le «plein-emploi» en 2024, et en tout cas avant la fin du quinquennat de Macron, est bien compromise. Certes, sa définition est souple, puisqu'un taux de 5% de chômeurs officiellement répertoriés suffirait à y répondre, mais on s'en éloigne. «Plusieurs mesures conduiraient à une baisse des droits des salariés», écrit encore la journaliste de *Capital*, rien de précis n'ayant filtré de la réunion ministérielle. Mais les pistes n'ont pas manqué d'être évoquées, et chacune, comme de bien entendu, projette de s'en prendre aux travailleurs, qu'ils soient en activité ou chômeurs.

Profitant du moment où son collègue Dussopt est dans une situation délicate, Bruno Le Maire est partout avec un prétendu grand plan seniors, qui serait destiné à maintenir les plus de 55 ans en emploi. Mais il n'est pas question, pas plus que lors de la Conférence sociale d'octobre, de pénaliser les entreprises, ne serait-ce qu'en menaçant de s'en prendre aux exonérations de cotisations patronales. Non, ce sont les chômeurs mis à la porte parce que trop vieux, ou trop payés, que l'on menace de perdre leur droit actuel à obtenir jusqu'à 27 mois d'indemnités, au nom de l'équité avec

les chômeurs plus jeunes! Leur chance de retrouver un emploi dans des conditions correctes de travail et de salaire est pourtant, comme chacun le sait, minime.

Un autre dada du ministre de l'Économie est de s'en prendre aux ruptures conventionnelles qui, d'après lui, favoriseraient la «bougeotte» des salariés puisqu'elles leur donnent droit à l'assurance chômage. Quelle audace de quitter un emploi mal payé ou trop dur pour en trouver un autre qu'on espère meilleur et, en plus, de prétendre toucher entre-temps des indemnités chômage!

Enfin, et là il est difficile d'inventer un prétexte compassionnel, Le Maire envisage de réduire le délai de recours contre son employeur, auprès des Prud'hommes, en cas de licenciement abusif. Passer d'un an actuellement à deux mois, avec toutes les difficultés inhérentes à la démarche, rendrait dans la pratique celle-ci impossible. Voilà qui n'incitera pas les patrons à réfléchir avant de mettre le travailleur à la rue...

Pour imposer le plein-emploi, même au sens macronien du terme, mieux vaudra pour les travailleurs compter sur leur propre action!

Viviane Lafont



Métro parisien : champion de la hausse

Pendant les Jeux Olympiques, le prix du ticket de métro et de bus parisiens à l'unité devrait quasiment doubler, passant à 4 euros. C'est l'annonce qu'a faite la direction d'Île-de-France Mobilités le 27 novembre.

À l'époque de la candidature de la capitale, la promesse était pourtant que les transports seraient gratuits à l'occasion de cette prétendue fête du sport... qui n'aura donc pas la même saveur suivant l'épaisseur du porte-monnaie.

Le prix du pass pour une semaine explosera, à 70 euros (30 euros aujourd'hui), pas loin de celui du Navigo mensuel, de même que les trajets vers les aéroports, qui passeront de 11 euros à 16 euros. Valérie Pécresse, la présidente d'Île-de-France

Mobilités, a ajouté immédiatement après cette annonce que les Franciliens ne seraient pas concernés par ces hausses... à condition d'acheter leurs tickets avant la période des JO. Ce n'est évidemment pas si simple et il y a sérieusement de quoi douter des promesses de Valérie Pécresse, vu la facilité avec laquelle elle s'est assise sur celle de la gratuité. De toute façon, les Franciliens déboursent déjà bien plus

que quatre euros pour un simple aller vers la capitale, pour peu qu'ils habitent en grande banlieue.

Mais même si ce racket ne concernait que les touristes et les habitants des autres régions, cela ne le rendrait pas plus juste. D'autant plus que des avaries risquent d'être nombreuses sur le réseau RATP, comme peuvent en témoigner tous ceux qui le prennent quotidiennement, et que des travaux

ne seront pas finis.

Ce quasi-doublement des tarifs met en tout cas en lumière ce que représentent ces JO à ses yeux et aux yeux des organisateurs. Présentés comme populaires, ils seront avant tout une grande fête... des profits de nombreuses entreprises, de Bouygues à Coca Cola et une nouvelle occasion de faire payer la population.

Thomas Baumer

Éducation en Seine-Saint-Denis : un plan d'urgence s'impose

Une nouvelle fois, un rapport parlementaire pointe du doigt le délaissement et les inégalités criantes que subit la Seine-Saint-Denis, l'un des départements les plus pauvres de l'Hexagone, où 27,6% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté.

Les services publics et sanitaires sont très insuffisants. C'est le premier désert médical de France métropolitaine, avec en moyenne 49,8 généralistes pour 100 000 habitants, contre 83,5 en moyenne sur l'ensemble du pays. L'offre de soins psychiatriques et aux personnes en situation de handicap est indigne. Quant à la justice, elle est aussi à la peine faute d'effectifs et de moyens financiers.

Le rapport pointe principalement les manques en matière d'éducation. Il montre que l'école, dans le département, ne fait que creuser les inégalités. Un enfant y perd en moyenne

une année d'études. Comme les départements d'Outre-Mer, la Seine-Saint-Denis est le parent pauvre de l'Éducation nationale, alors que ces départements sont parmi les plus jeunes de France. Un « cahier de doléances », lancé par une intersyndicale auprès de l'ensemble de ses établissements scolaires montre que les défaillances de l'État sont partout, en matière de médecine scolaire, d'assistants sociaux, d'infirmières, d'AESH.

Dans nombre d'établissements du département, les enseignants absents ne sont pas remplacés. Il est fréquent qu'en collège ou en lycée les élèves n'aient pas

de professeurs de français ou de maths... pendant un an.

À cela s'ajoutent des locaux délabrés, aux températures insupportables en hiver, étouffantes en été, sans électricité, aux équipements informatiques défaillants.

L'intersyndicale exige

un nouveau plan d'urgence pour le département. Elle fait ainsi référence au mouvement de 1998 pour exiger pour lui un rattrapage budgétaire. Cette année-là, enseignants grévistes et parents d'élèves avaient manifesté massivement pour exiger des moyens

supplémentaires. Ils avaient obtenu à l'époque un milliard de francs et plus de 3 000 postes d'enseignants, une respiration bienvenue même si, comme le montre la situation actuelle, cela était bien loin du compte.

L'appel des syndicats à remplir le cahier de doléances peut être une première étape. Mais les moyens dérisoires de l'Éducation nationale, dans les quartiers populaires en particulier, sont intimement liés à la politique des gouvernements, qui consiste à prendre les milliards utiles à la population pour les offrir au grand patronat ou s'en servir pour le budget de l'armée.

Le combat contre ces inégalités croissantes rejoint celui contre le fonctionnement du système.

Aline Urbain



Écoles : garde-à-vous et bourrage de crâne

Il ne se passe pas une semaine sans que la presse régionale rapporte, sans un soupçon de regard critique, une cérémonie militaire organisée à l'attention de collégiens ou lycéens.



La brochure destinée aux écoles primaires.

Créées en 2005 sous Chirac pour compenser la fin du service militaire obligatoire, les « classes de défense et de sécurité globale » ont connu un coup d'accélérateur en 2016, sous Hollande. Leur but est de créer un lien entre l'armée et la jeunesse, en fait, d'endoctriner la jeunesse et de la préparer à obéir aux officiers. Elles se placent dans la même logique que le Service national universel qui, heureusement, ne l'est pas encore, malgré la volonté du

gouvernement.

On compte actuellement environ 500 classes de défense, regroupant 12 500 élèves, qui ne sont pas tous volontaires. Chacune est parrainée par une unité militaire, qui reçoit les élèves dans ses locaux, les convie à des cérémonies et envoie également des cadres au sein des établissements scolaires. On voit aussi des organisateurs qui appuient leurs discours patriotiques, ici en faisant venir un char d'assaut devant les grilles d'un

lycée, là en faisant atterrir un hélicoptère de combat dans la cour d'un collège. Bien évidemment, ni l'armée ni l'administration scolaire n'évoquent devant les adolescents les morts et les blessés qui seront demain victimes de ces engins, présentés sous leurs meilleurs atours. Ces classes, avec leur encadrement, produisent ensuite des fascicules aux titres évocateurs tels *Unis dans la force* et *dans l'honneur* ou *Merci mon capitaine*.

Ce bourrage de crâne n'épargne pas le primaire. Une brochure intitulée *Ma première cérémonie militaire*, réalisée par la femme d'un général ancien chef d'état-major et financée par l'industrie d'armement, vise les jeunes enfants et circule dans certaines écoles.

Le but serait dans l'immédiat de « garantir l'attractivité des métiers des armées » selon le ministère de l'Éducation nationale, et à plus long terme de renforcer la cohésion nationale. C'est ainsi que les futures guerres de l'impérialisme français se préparent dès à présent par la tentative d'enrôler moralement la jeunesse derrière l'État et son armée.

Lucien Déroit

Propagande guerrière précoce

Dans le cadre de ce qu'elle appelle ses « cafés stratégiques », l'académie de Limoges a organisé début novembre une rencontre entre 250 lycéens de la région de Brive, en Corrèze, et un représentant de l'armée, en la personne du général Vincent Guionie, commandant des forces terrestres.

« J'espère que vous avez au moins le sentiment d'être chanceux de vivre dans un pays prospère, libre et en paix, même si tout n'est pas parfait. Sur les 8 milliards d'humains, nous sommes une infime minorité à avoir cette chance. [...] La question que vous devez vous poser est : êtes-vous prêts à conserver ce privilège et le protéger ? » Voilà, entre autres choses, ce que se sont entendu dire les participants.

Ce général est bien renseigné sur la misère du monde et l'état de guerre permanent qui règne dans bien des pays : de la Centrafrique à la

Yougoslavie et au Cambodge, en passant par le Mali, la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Congo, il a servi les intérêts de l'impérialisme français dans le cadre de ses nombreuses interventions guerrières des dernières décennies. C'est précisément la domination militaire et le pillage de ses ex-colonies qui fondent la « prospérité » de la France dont il parle, ou plus exactement celle de sa classe dirigeante qui vit dans un luxe insolent.

À la sortie de la conférence, les lycéens sont tombés sur un tank et toutes sortes de fusils qu'ils étaient invités à manipuler. Au prétexte d'enseigner les programmes scolaires axés sur la géopolitique, voilà comment l'Éducation nationale et le ministère des Armées tentent d'embrigader la jeunesse, d'exciter un esprit guerrier au service des intérêts de l'impérialisme.

Correspondant LO

Gaza : le massacre continue

Après la fin de la trêve, vendredi 1^{er} décembre, l'armée israélienne a repris les bombardements sur Gaza, et a commencé à étendre ses opérations terrestres au sud de l'enclave.

Le 4 décembre, des dizaines de chars, des véhicules de transport de troupes et des bulldozers israéliens ont commencé à progresser vers Khan Younes et Rafah, les deux principales villes du sud de Gaza. Des centaines de milliers d'habitants et de réfugiés ont été soumis à un pilonnage intense. : «*Les mots me manquent pour décrire les horreurs qui frappent les enfants ici*», a déclaré un porte-parole de l'Unicef.

Le service de communication en arabe de l'armée

israélienne a publié une carte qui découpe la bande de Gaza en 2 400 zones, de façon à pouvoir indiquer des «*zones sûres où se réfugier*», selon les officiels israéliens. Mais l'Ocha, l'agence des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, constate que «*des instructions accompagnant la carte appellent les résidents à se déplacer vers des quartiers de Rafah qui sont déjà surpeuplés*».

Satisfait suite à cette publication de cartes, le porte-parole du Conseil de sécurité des États-Unis, John Kirby, a déclaré : «*Il n'y a pas beaucoup d'armées modernes qui feraient ça.*» Il faut tout le cynisme des dirigeants américains pour oser rendre hommage à cette prétention de protéger les Palestiniens au moment où on les bombarde !

En réalité, l'armée israélienne ne se soucie en aucune façon de leur sécurité, bien au contraire. Son aviation met en œuvre une version modernisée de la technique du tapis de bombes, utilisant des



Le quartier de Chadjaya à Gaza après le bombardement du 2 décembre.

algorithmes qui permettent, selon les termes des experts militaires, «*de générer des cibles à un rythme rapide*», de manière quasi automatique.

L'armée israélienne a annoncé avoir mené «*environ 10 000 frappes aériennes*» sur Gaza depuis le début de la guerre. Elles auraient fait plus de 15 500 victimes, d'après le ministère palestinien de la Santé, parmi lesquelles 70 % de femmes et d'enfants. Selon l'ONU, plus de la moitié des habitations ont été détruites ou endommagées et 1,8 million

de personnes ont été déplacées, soit environ 80 % de la population.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, prétend vouloir poursuivre la guerre jusqu'à «*l'éradication du Hamas*». Mais c'est d'abord et avant tout à la population palestinienne que son armée mène une guerre féroce. La politique consistant à la terroriser et à lui imposer de fuir devant les bombes est dans la continuité de celle qui a été menée par tous les gouvernements israéliens

depuis 75 ans. C'est la même politique d'épuration ethnique qui a contraint plus de 700 000 Palestiniens à prendre le chemin de l'exil en 1948 et à se retrouver, pour une partie d'entre eux, à devoir vivre dans des camps de réfugiés.

Non seulement cette politique est loin d'avoir garanti la sécurité des Israéliens, mais elle les a menés d'une guerre à une autre et en a fait pour des années les gardiens de prison ou les bourreaux du peuple palestinien.

Marc Rémy



Stickers anti Netanyahu à Tel Aviv.

Blinken cherche de nouveaux géôliers

Les dirigeants américains, complices des massacres en cours, multiplient les tractations pour trouver une solution politique en Palestine pour «*après*».

Alors que la première puissance impérialiste soutient et arme Israël sans condition, son secrétaire d'État, Anthony Blinken, demande à Netanyahu de «*protéger la vie des civils*». Mais si les États-Unis font mine de se préoccuper de la vie des Gazaouis et s'inquiètent de la violence débridée des colons israéliens en Cisjordanie, ce n'est pas par compassion pour les Palestiniens. C'est, comme le dit Lloyd Austin, secrétaire à la Défense et général ayant servi en Irak, parce que, «*en poussant la population civile dans les bras du Hamas, vous remplacez une victoire tactique par une défaite stratégique*».

Austin sait de quoi il parle : en Irak, quand les États-Unis ont détruit le pays pour faire tomber le régime de Saddam

Hussein, pas assez docile à leurs yeux, et le remplacer par un autre créé de toutes pièces, ils ont déclenché une terrible guerre entre milices concurrentes, qui a fini par faire naître Daech.

En Palestine, comme en Irak, en Syrie ou au Liban, les dirigeants impérialistes se contrefichent du sort des populations, de leurs sentiments nationaux ou religieux, de leurs aspirations démocratiques ou de leurs préférences pour tels ou tels partis politiques. Ils veulent avant tout installer à la tête des États, ou de territoires comme les lambeaux de la Palestine, des appareils qui respectent leurs intérêts et assurent l'ordre social.

En Palestine, le Fatah de Yasser Arafat et l'OLP ont joué ce rôle d'encadrement après

les accords d'Oslo de 1993. Implanté de longue date à Gaza, le Hamas y a supplanté le Fatah en 2007, car celui-ci s'était déconsidéré parmi les Gazaouis pour n'être finalement rien d'autre qu'un auxiliaire de police et un appareil corrompu. Si le Hamas à la tête de Gaza a été ostracisé par Israël et les grandes puissances, privant le territoire des subventions internationales et le plaçant sous embargo, les uns et les autres ont trouvé un arrangement pour lui permettre de continuer à encadrer la population. Le riche émirat du Qatar, qui abrite l'une des principales bases militaires américaines, est ainsi devenu le banquier du Hamas, avec l'accord explicite d'Israël et des États-Unis.

Après l'attaque du 7 octobre par le Hamas puis la destruction méthodique de Gaza par Israël, la donne est de nouveau modifiée. D'un côté, le Hamas sort renforcé

aux yeux des Palestiniens et de bien des opprimés dans le monde arabe, pour avoir attaqué Israël, et le Fatah, dirigé par Mahmoud Abbas et supposé contrôler quelques villes de Cisjordanie, est encore plus déconsidéré. De l'autre côté, les dirigeants israéliens affirment vouloir éradiquer le Hamas, quitte à exterminer tous les Gazaouis, et menacent de réoccuper de façon permanente les ruines du territoire.

C'est dans ce contexte que les États-Unis sont à la manœuvre. Blinken, Austin ou les chefs de la CIA multiplient les rencontres avec les dirigeants saoudiens, égyptiens, qataris, jordaniens, turcs, et plus discrètement iraniens, pour tenter de faire surgir une option acceptable par ces puissances régionales, et surtout par Israël. Accessoirement, les dirigeants du Fatah comme ceux du Hamas en exil à Beyrouth

ou à Doha sont consultés. Une des hypothèses qui circulent serait de renouveler en profondeur l'OLP, d'y faire adhérer le Hamas et de porter à sa tête un militant comme Marwan Barghouti, membre du Fatah, prisonnier en Israël depuis vingt ans et apparaissant pour cela comme une alternative.

Pendant les tractations, les bombes pleuvent sur Gaza et les dirigeants israéliens intensifient la colonisation. Mais, quelle que soit la solution finalement inventée par les États-Unis et validée par Israël, la mission de cette nouvelle Autorité palestinienne sera de faire accepter son sort à sa population. Cela ne pourra déboucher que sur de nouvelles révoltes et de nouvelles guerres, car le souci des dirigeants impérialistes n'est aucunement de satisfaire les aspirations des peuples du Moyen-Orient.

Xavier Lachau

Niger: l'UE payait pour la chasse aux migrants

La junte militaire au pouvoir au Niger a abrogé le 27 novembre une loi datant de 2015, qui criminalisait le passage de migrants par sa frontière nord vers l'Europe. Dictée à l'époque par l'Union européenne (UE), cette loi avait pour but de placer des barrières avant même le Sahara et de sous-traiter cette question à un pays pauvre.

En 2015, les dirigeants de l'UE avaient décidé une politique dite d'externalisation de ses portes d'entrée migratoires. Un « fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique » fut mis en place, dont le Niger devint le principal bénéficiaire. Des centaines de millions d'euros parvinrent à son gouvernement de l'époque, qui coupa les principales routes migratoires et lança une chasse aux migrants et à tous ceux qui les aidaient. Des centaines de Nigériens de villes de passage comme Agadez furent jetés en prison sous le prétexte d'être des passeurs. Le nombre de personnes débarquant en Italie diminua l'année suivante.

Mais personne ne sait combien moururent en empruntant d'autres routes dans le désert, moins surveillées et plus dangereuses.

L'UE chercha ensuite d'autres gouvernements prêts à mener la même politique. Ses dirigeants scellèrent un accord avec Erdogan en 2016, lui offrant six milliards d'euros pour qu'il se charge de dresser des camps et d'y retenir des millions de Syriens en Turquie. Dans le même temps, une collaboration fut mise en place avec les chefs de guerre qui avaient pris le pouvoir en Libye. De nombreux migrants ont témoigné des sévices infâmes que les milices libyennes leur font



Migrants à Agadez en 2015.

subir de façon systématique.

Le gouvernement nigérien actuel, parvenu au pouvoir suite à un coup d'État en juillet, se donne une image d'opposant face à la France, et refuse désormais de continuer à servir de sous-traitant de cette politique criminelle en matière de migrations.

La réaction de la commissaire aux Affaires intérieures de l'UE, Ylva Johansson, à l'annonce de la rupture de la collaboration par le Niger, est parfaitement révélatrice. « Je suis très préoccupée, et il y a un risque énorme que cela provoque de nouveaux décès dans le désert », a-t-elle osé

affirmer... pour exprimer ensuite son véritable souci: « Il y aura probablement plus de gens qui vont essayer de traverser la Méditerranée. » Tel est bien le cynisme de ces dirigeants européens commanditaires des crimes commis contre les migrants.

Thomas Baumer

OPEP+ : des choix pour faire monter les prix

Jeudi 1^{er} décembre, lors d'une réunion des représentants de 23 États pétroliers de l'OPEP+, l'Arabie saoudite et la Russie ont annoncé leur volonté de réduire à nouveau la production de pétrole de près d'un million de barils par jour.

Loin de toute préoccupation écologique, cette décision vise à faire remonter les prix du baril de pétrole. Ces derniers mois, ils étaient redescendus autour de 80 dollars le baril, contre plus de 100 dollars pendant plusieurs mois en 2022. Cette flambée suite à l'instabilité des marchés, basée sur l'instabilité liée à la guerre en Ukraine et à la spéculation, avait permis des bénéfices record pour les compagnies pétrolières. TotalEnergies avait ainsi atteint le record de 20 milliards de dollars de profits en 2022.

Si la nouvelle baisse de quotas décidée par l'OPEP+ a les effets escomptés, et enrichit encore plus les trusts et les États pétroliers, on verra les populations encore plus appauvries par la hausse des prix à la pompe et ses conséquences économiques.

Mais les flambées des prix du pétrole et des carburants qui en sont issus se font aussi aux dépens des autres capitalistes. Par ailleurs, ces choix guidés par l'avidité pure entraînent aussi une spéculation financière qui en accentue tous les effets.

Seule la classe travailleuse pourrait faire cesser cette marche aveugle de l'économie, en en prenant les rênes à l'échelle internationale, en mettant fin à la concurrence et au secret des affaires des groupes pétroliers. Les capitalistes cachent leurs réserves, réduisent artificiellement telle ou telle production et décident de ce qui est intéressant ou pas à explorer, sans jamais se préoccuper des besoins de l'humanité et des capacités réelles de la planète et de ses occupants.

Charles Legoda

COP 28 : une grand-messe sans miracle

À l'abri de la chaleur dans leurs suites climatisées, les dirigeants réunis à Dubaï pour la COP 28 sont fiers d'eux. À défaut d'autre chose, ils n'ont pas été avarés de promesses en tout genre.

Ainsi, la création d'un nouveau fonds a été annoncée, intitulé « pertes et dommages », pour permettre aux pays pauvres de faire face aux conséquences dramatiques du réchauffement de la planète. L'Union européenne a promis 225 millions d'euros, dont 100 millions pour l'Allemagne. Ce fonds, s'il ne va pas rejoindre la longue liste des simples effets d'annonce sans lendemain, sera non seulement insuffisant, mais il servira sans doute à enrichir quelques industriels ou politiciens.

Une autre annonce se veut ambitieuse: 116 pays, dont la France, se sont engagés à tripler leurs capacités en énergies renouvelables d'ici 2030. Comment feront-ils ? Avec quels moyens ? Mystère. De toute façon, personne n'a jamais demandé à vérifier si les objectifs fixés par ces grand-messes du climat sont atteints. Et pour comble, cette année, le président de la COP, le sultan Al-Jaber, par ailleurs président d'un groupe pétrolier, a même été enregistré en train de relativiser la nécessité de

réduire l'utilisation des énergies fossiles.

Mais si le réchauffement climatique comme les guerres sont des catastrophes pour les populations, ils sont aussi des sources de bénéfices importants pour les capitalistes. La délégation française se frotte les mains, elle qui, à Dubaï, tente de vendre les compétences françaises en matière de nucléaire, considéré comme une énergie propre, car non productrice de carbone. L'Élysée espère ouvertement que le sommet sera l'occasion de conclure des commandes industrielles, notamment pour des réacteurs nucléaires.

Les mêmes capitalistes qui ravagent la planète peuvent discuter tranquillement de la fin des énergies fossiles dans les hôtels de luxe de l'un des principaux pays producteurs de pétrole. Même à supposer qu'ils prennent des décisions dans ce sens, ils seraient bien incapables de mettre quoi que ce soit en œuvre, car il leur faudrait gérer rationnellement les ressources au niveau de la planète. Cela impliquerait de s'attaquer aux profits privés des géants de l'énergie et à la société capitaliste tout entière, et donc à leur propre raison d'être.

Camille Paglieri



Extrême droite européenne : plusieurs variétés d'un même poison

Sous le slogan « Libérez l'Europe », Matteo Salvini a réuni à Florence, dimanche 3 décembre, les représentants des partis d'extrême droite qui composent le groupe Identités et démocratie au Parlement européen.

Le dirigeant de La Ligue, vice-Premier ministre du gouvernement de Meloni et en concurrence avec cette dernière, voulait se placer en chef de file de l'extrême droite européenne dans la perspective des élections de 2024. Certaines têtes d'affiche de la xénophobie, comme le Néerlandais Geert Wilders, dont le parti vient de remporter les élections aux Pays-Bas, ou Marine Le Pen pour le RN, ont préféré ne pas participer à la grand-messe orchestrée par Salvini, ne voulant pas choisir son camp plutôt que celui de Meloni, dont le parti,

Fratelli d'Italia, fait partie d'un autre regroupement au Parlement européen. Mais leurs partis y étaient représentés, de même que les Autrichiens du FPÖ, les Flamands du Vlaams Belang ou encore les Allemands de l'AfD.

Tous ont bien entendu le même fonds de commerce antimigrants, désignant ces derniers comme les responsables de toutes les difficultés dans la vie des classes populaires. Mais chacun a également sa petite obsession crasseuse particulière, qu'il a pu développer à la tribune. Ainsi, le Roumain



Publicité pour le meeting d'extrême droite à Florence.

de l'Alliance pour l'unité des Roumains, George Simion, s'est ému de l'offensive de la gauche « qui veut supprimer les nations et la famille naturelle » et « des dégénérés qui veulent nous interdire d'utiliser les mots père et mère », tandis que Kostadinov, à la tête du parti bulgare Renaissance, s'érigeait

en défenseur de la pureté de la race européenne qui serait menacée d'extinction et de grand remplacement. Tout aussi xénophobe, Bardella, pour le RN, s'est fait le champion d'une Europe ne voulant devenir ni « la proie de Washington ou de Pékin », ni « l'hôtel cinq étoiles de l'Afrique ». Quant

à Salvini, il a insisté sur la nécessité de libérer l'Europe des francs-maçons, des financiers cosmopolites et des technocrates.

Un peu partout en Europe, l'extrême droite se sent autorisée à développer ses thèmes les plus nauséabonds, d'autant plus facilement que le monde politique et médiatique officiel multiplie les discours désignant l'immigration au mieux comme un problème, au pire comme un danger.

Les travailleurs d'Europe, d'où qu'ils viennent, n'ont aucun intérêt à suivre ces charlatans d'extrême droite, qui leur désignent toutes sortes d'ennemis pour mieux protéger les exploités dont ils défendent les intérêts.

Nadia Cantale

Kissinger : itinéraire d'un salaud

De Trump à Biden en passant par Scholz, Zelinski et Macron, toute la classe politique a rendu hommage au boucher de l'impérialisme américain, Henry Kissinger, à l'occasion de sa mort.

Durant les années 1970, comme conseiller pour les affaires de Sécurité nationale puis comme ministre des Affaires étrangères, il a en effet été le principal responsable de la politique extérieure américaine et de toutes les guerres et atrocités qui l'ont accompagnée. Cela commença avec la guerre du Vietnam où il torpilla les négociations de paix en 1969 pour élaborer ensuite un accord en tout point semblable en 1973. Entre-temps, des dizaines de milliers de

soldats américains et près de deux millions de Vietnamiens étaient morts d'une guerre atroce où l'armée américaine avait utilisé de nombreuses armes de destruction massive, comme le napalm. À la même époque, pour empêcher que du matériel de la résistance vietnamienne ne transite par le Cambodge, Kissinger ordonna des bombardements visant ce pays neutre, faisant des centaines de milliers de victimes civiles.

Toutes ces exactions ne

l'ont pas empêché de recevoir, après avoir préparé les accords de 1973 avec le Vietnam, le prix Nobel de la Paix... impérialiste, pourrait-on ajouter. Kissinger n'était, il est vrai, pas contre la paix si cela servait les intérêts de la bourgeoisie des États-Unis. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il avait renoué des relations avec la Chine de Mao Tsé-Toung en 1972 car cela permettait de mieux isoler l'URSS.

C'est aussi pour cela qu'il a armé massivement l'État israélien contre les États arabes lors de la guerre du Kippour de 1973, et non parce que cela aurait fait partie de ses idéaux du fait de ses origines juives. À la même époque, il a d'ailleurs fait en interne cette déclaration cynique, montrant que pour lui cela ne rentrait pas en ligne de compte : « S'ils [les dirigeants russes] mettent des Juifs dans des chambres à gaz en Union soviétique, [ce qui n'était tout de même pas le cas!] ce n'est pas une préoccupation américaine. Peut-être une préoccupation humanitaire. »

En Amérique latine, Kissinger a poursuivi avec férocité la politique des États-Unis consistant à considérer cette région comme sa chasse gardée.

Suite à l'arrivée au pouvoir du président chilien de gauche Allende en 1970, il fut l'architecte du coup d'État dirigé par son ami le général Pinochet en 1973. Il soutint voire installa toutes les dictatures antiouvrières et anticommunistes, comme celle d'Argentine. Il fut aussi l'un des artisans du « plan Condor », une sorte d'internationale de la torture et de la répression des six dictatures

d'Amérique du Sud.

Avant comme après lui, la bourgeoisie impérialiste a pu compter sur les services de bien des « salauds », comme le journaliste Jean-Michel Apathie a qualifié Kissinger. Ce dernier en fut un de première classe, sans le moindre scrupule d'ailleurs et qui plus est brillant. C'est aussi pour cela qu'elle lui rend hommage aujourd'hui.

Arnaud Louvet

ARC



Bombardement américain au Vietnam.

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 236 (décembre 2023-janvier 2024) :

Le 53^e congrès de Lutte ouvrière : textes et discussions

- Pour mettre fin au chaos capitaliste, renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en faillite!
- Russie, Ukraine et Europe de l'Est
- L'Afrique dans les rivalités impérialistes
- Les États-Unis en 2023
- Situation intérieure
- Motion sur les élections européennes
- Discussion sur les textes d'orientation
- Interventions des groupes invités
- L'extrême gauche, la question palestinienne et le Hamas

Le numéro sera en ligne dimanche 10 décembre et il paraîtra jeudi 14 décembre.

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres.

Uber Eats : en grève contre l'exploitation

Les livreurs à vélo des plateformes comme Uber Eats étaient appelés à la grève le week-end des 2 et 3 décembre. Ils se sont rassemblés dans 52 villes pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail et de salaire.

Rien que chez Uber Eats, près de 65 000 livreurs chargent les repas dans des restaurants ou des cuisines pour les apporter aux particuliers. Ce sont des auto-entrepreneurs qui, à ce titre, n'ont pas de couverture sociale, doivent entretenir leur vélo ou leur scooter et n'ont aucune protection en cas d'accident pendant leur temps de travail. Bien des jeunes, et parfois des immigrés sans papiers, ont pris ce travail, parfois attirés par le fait de ne pas avoir un chef sur le dos et de pouvoir travailler quand ils veulent, en somme l'apparence de la liberté, mais surtout parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. Et dans les faits ils sont tout autant prisonniers des patrons de la plateforme que s'ils étaient salariés, sans avoir les quelques protections que peut garantir un contrat de travail.

En novembre dernier, Uber Eats a mis en place une nouvelle grille de rémunération, et l'a testée dans quelques grandes villes

comme Lille et Rouen. Cette grille était censée être plus juste, puisqu'elle prenait en compte l'ensemble du temps travaillé par le livreur, y compris l'attente au restaurant ou chez le client. Mais c'était seulement sur le papier. Comme l'a avoué un responsable d'Uber Eats, « cette grille peut faire varier certaines courses à la hausse et d'autres à la baisse ». Dans la réalité, les livreurs auxquels elle a été appliquée ont immédiatement constaté une baisse de leurs revenus d'au moins 15 % et parfois jusqu'à 40 %. Constatant qu'il leur fallait travailler toujours plus pour gagner moins, ils ont alerté leurs collègues des autres villes avant que cette nouvelle grille soit généralisée sur tout le pays, ce qui devait intervenir en décembre. La grève a donc été décidée et organisée.

Dans ce secteur, le patronat a renoué avec les méthodes des débuts du capitalisme, quand les travailleurs attendaient pour



Manifestation dans les rues de Grenoble, le 2 décembre.

voir ceux auxquels les patrons voudraient bien donner un travail payé à la tâche. Le fait qu'il le fasse avec les outils modernes de l'informatique ne change rien au fait que c'est une régression. Mais les livreurs, eux, n'ont pas été longtemps dupes de la fiction de liberté qu'on leur faisait miroiter. Malgré leur dispersion et la crainte de se voir déconnectés, un mot d'Uber Eats correspondant à celui de licenciés, ils ont renoué avec la méthode de toujours de la classe ouvrière, la grève.

Daniel Mescla

Calais : capitalistes licenciés

Samedi 25 novembre, une marche contre les licenciements a regroupé 350 personnes à Calais. Il s'agit de travailleurs concernés directement par de récentes annonces de licenciements, mais aussi de salariés d'autres entreprises inquiets pour l'avenir alors que la ville est déjà fortement touchée par le chômage.

Après l'usine chimique Synthexim qui a fermé ses portes en mai dernier, c'est la direction de Prysmian qui a annoncé la fermeture de son usine à Calais. Elle

compte plus d'une centaine de travailleurs fabriquant de la fibre optique. Catensys, qui emploie 250 travailleurs dans la production de chaînes de distribution

pour moteurs thermiques, a annoncé aussi des suppressions d'emplois dont le nombre n'est pas encore connu. Enfin, l'entreprise de dentelle Delseilles devrait licencier une cinquantaine de personnes.

Les prétextes invoqués par tous ces patrons pour condamner les travailleurs au chômage et à la misère sont variés, mais ils reviennent tous à dire: « Il y a moins de commandes donc on doit licencier. »

Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter d'être ainsi sacrifiés alors que tous ces capitalistes ont fait des profits sur leur dos ces dernières années. C'est bien ce qu'ont voulu dire les manifestants le 25 novembre.

Correspondant LO

EPSM de la Sarthe : la nouvelle attaque ne passe pas

À l'EPSM (Établissement public de santé mentale) de la Sarthe, un mouvement de protestation, accompagné d'actions journalières et de jours de grève, a débuté le 15 novembre.

Après avoir appris de façon informelle que la direction envisageait de s'attaquer aux cycles de travail des soignants, à l'organisation des congés et des RTT de 2024, la colère s'est propagée de service en service.

Sous le nom de « maquetage organisationnel », la direction entend lisser les effectifs des services, imposer neuf RTT sur quatorze et intégrer dans les roulements d'équipe des jours de travail sans horaires ni lieu d'exercice. Ces jours, qu'elle note « W » dans les plannings, introduisent une flexibilité poussée à l'extrême et rendent les soignants corvéables à merci. Cette attaque d'envergure s'ajoute aux dégradations des conditions de travail de ces derniers mois, avec la fermeture de 42 lits d'hospitalisation, le manque de personnel médical et de soignants, l'introduction d'une mobilité institutionnelle, la saturation des capacités d'accueil des services.

Cela a été la goutte de trop et les salariés se sont organisés, tous services confondus, au départ via

les réseaux, puis physiquement, afin de préparer la riposte. Le 20 novembre, ils étaient plus de 60 dans les locaux de la direction pour exprimer au DRH leur façon de penser!

Le lendemain, l'ensemble des collègues de l'ambulatorio a cessé de valider les actes de soin sur informatique. Deux jours plus tard, lors d'une assemblée générale qui a regroupé 150 personnes, la poursuite du mouvement avec les actions à venir ont été votées, et un comité de grève institué avec des représentants de chaque service.

Le 30 novembre, jour de grève, 200 salariés se sont rassemblés devant l'hôpital. Pouvoir échanger entre tous et se voir si nombreux a renforcé leur détermination. À la suite de cette journée, la direction générale, qui ces dernières semaines s'est montrée à la fois rassurante et menaçante, a invité à « un temps d'échange » le 5 décembre. Tous seront au rendez-vous, nombreux et déterminés jusqu'au retrait de son projet!

Correspondant LO



Transdev – Seine-Saint-Denis : grève pour les salaires

Lundi 4 décembre, aucun bus n'est sorti des dépôts Transdev de Tremblay et Villepinte, en Seine-Saint-Denis. Les grévistes protestent contre l'insuffisance des salaires et les conditions de travail qui ne cessent de se détériorer.

Cette grève fait suite à celle des dépôts de Chelles, en Seine-et-Marne, et de Coubron en Seine-Saint-Denis du 20 novembre au 1^{er} décembre. La direction avait lâché quelques miettes, mais bien loin des 200 euros réclamés par les grévistes. Les salaires net plafonnent à 1 800 euros par mois, primes comprises, et les 2,2% d'augmentation pour 2023 ne permettent pas de faire face à l'inflation. Transdev veut également supprimer les primes

de dimanche (45 euros) et de non-accident (800 euros par an).

Les grévistes sont partis en « illimitée » pour de véritables augmentations de salaire et l'intégration des primes dans les salaires de base, car comme dit l'un d'eux : « *Ce n'est pas avec des primes aléatoires qu'on peut faire face aux échéances qui tombent tous les mois* ». La nécessité d'indexer les salaires sur l'inflation, même si elle n'est pas mise en avant par les syndicats,

revient souvent dans les discussions.

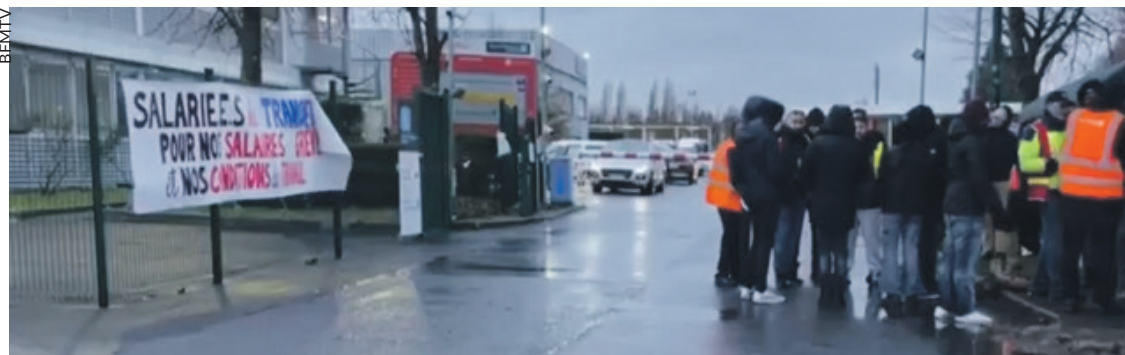
Le mécontentement concerne aussi les conditions de travail. Pour maintenir ses profits, Transdev fait des économies de matériel. Des bus ont 800 000 kilomètres au compteur et les conducteurs font face à des pannes à répétition. Certains n'ont pas de chauffage ou ont des portes qui ne ferment pas. Les pneumatiques sont usés ; des témoignages évoquent des roues qui sont parties et des pare-brise tombés. Quant au confort des conducteurs, la direction s'en moque. Les sièges sont tellement obsolètes que, souvent, on ne peut plus les régler. Certains terminus

n'ont même pas de toilettes. À Aubervilliers, place du 8 Mai 1945, les conducteurs doivent utiliser celles du kebab du coin.

Comme dans les autres sociétés de transport, l'amplitude horaire a augmenté. Depuis le 1^{er} janvier 2023 les conducteurs roulent jusqu'à 9 h 30 d'affilée : « Un Paris-Toulon sans s'arrêter ».

Transdev est un trust franco-allemand qui emploie 83 000 salariés à travers le monde et dont 66% des capitaux sont détenus par la Caisse des dépôts. Comme son « concurrent » RATP, il fonctionne donc essentiellement avec de l'argent public. Il est clair que cela ne protège en rien les travailleurs et que l'ouverture à la concurrence n'est qu'un prétexte pour les diviser et démolir les conditions de travail de tous. Qu'ils soient salariés de Transdev, RATP ou Keolis, c'est en s'unissant que les travailleurs inverseront le rapport de force.

Correspondant LO



Tisséo – Toulouse : un accident mortel et les économies qui y mènent

Tisséo, la régie des transports en commun de l'agglomération de Toulouse, emploie 2 600 salariés, dont 1 400 chauffeurs et 250 ouvriers. Lundi 27 novembre, un ouvrier mécanicien est décédé lors d'une opération de remorquage de bus, coïncé entre celui-ci et le camion de remorquage.

Ces opérations de mise en place du tractage avec une barre de remorquage sont toujours très dangereuses. Personne n'est volontaire pour les faire, et pour cause. Lorsqu'un bus tombe en panne, un mécano de l'atelier est envoyé sur place avec un bus de substitution. Pour trouver le lieu de la panne il ne peut compter que sur son téléphone personnel avec son GPS non adapté aux gros gabarits. Sur place, s'il ne trouve pas la panne, il fait appel à un autre mécanicien qui vient avec un camion de remorquage. Pour économiser la location ou l'achat d'un engin capable de soulever l'avant du bus, c'est toujours un tel camion

qui est envoyé. La préfecture a accordé à Tisséo une dérogation qui lui permet de contourner l'interdiction d'utiliser des barres de remorquage. Mais cela nécessite qu'un ouvrier exécute des manœuvres entre le bus et le camion pour fixer la barre.

Après l'émotion qui a suivi l'accident, les mécaniciens ont demandé des comptes à la direction. Les chefs ont été pris à partie à propos de ces opérations où les mécanos sont envoyés sur place et doivent se débrouiller, sans signalisation, sans talkie pour se coordonner, sans GPS pour revenir au dépôt sur les routes adéquates, sans formation sur la sécurité ni

sur le remorquage.

Le parc de bus est en plein renouvellement, les bus diesel étant remplacés par des bus au gaz, électriques ou hybrides. Mais les mécaniciens ne sont pas formés à ces nouvelles technologies qui comportent les circuits haute tension de 640 volts des bus hybrides et électriques, des circuits au gaz, des tuyaux sous haute pression de 220 bars d'huile, de gaz, etc. Insuffisamment formés sur ce qu'ils sont amenés à toucher, manipuler, dévisser, les ouvriers prennent des risques, parfois sans même le savoir.

La direction, sous l'entière tutelle du maire de Toulouse, Moudenc (LR), obsédée par les statistiques et leurs camemberts, gratte mois après mois la moindre économie à faire, réorganise les équipes pour plus de compétitivité. Les départs en retraite ne sont pas toujours remplacés, mais

la charge de travail étant constante, il faut être plus polyvalent pour l'accomplir avec de moins en moins d'ouvriers. Chacun doit être mécanicien, électricien, pompiste, dépanneur, magasinier, carrossier...

Si la sécurité n'est manifestement pas la priorité de la direction, par contre elle est particulièrement à l'aise pour sanctionner les ouvriers, pour mettre au tribunal les travailleurs grévistes et leurs syndicats en leur réclamant 40 000 euros de dommages pour les débrayages et grèves du printemps dernier, qui portaient sur des augmentations de salaire.

La colère s'est donc exprimée et les directeurs n'en menaient pas large. Mais le combat n'est pas fini pour imposer que leurs économies ne mettent pas en danger la vie des travailleurs.

Correspondant LO



Dans les bulletins Lutte ouvrière

Tout un programme

La RATP nous distribue des plaquettes sur lesquelles on nous présente un programme de postures à adopter pendant les JO.

En gros, il faut faire des annonces à bord des trains comme le personnel navigant des compagnies aériennes.

Cela fera de nous des « athlètes du métro ».

Ce qui est sûr, vu l'état du réseau : il va y avoir du sport.

RATP Réseau ferré

Dermato : grandeur et décadence

Il n'y a pas si longtemps, Saint-Louis était réputé pour être un hôpital de pointe en dermatologie.

Depuis plusieurs mois, il est fréquent que les consultations dermato sans rendez-vous soient bloquées à dix, six, voire trois patients.

À ce niveau-là, ce n'est plus de la dégradation, c'est de la chute libre.

Hôpital Saint-Louis

Non aux bassines !

En gare d'Angers, dès qu'il pleut un peu, comme nous avons pu encore le constater dernièrement, nous sommes obligés de sortir les vieilles bassines. Le toit de la gare n'est pas étanche et il pleut dans le milieu du hall.

Heureusement ils ont annoncé des sommes faramineuses pour améliorer l'accueil en gare. On aura peut-être droit à de belles bassines toutes neuves pour garder l'eau en cas de sécheresse... cet été.

SNCF Nantes Angers

Un plan foireux

Au service Clients, nos responsables ont trouvé une façon « officielle » de nous coller aux basques, ils nous déclarent en « Plan de progrès ».

On a droit dans ce cas à une surveillance rapprochée de nos appels téléphoniques, de l'avancement de notre travail et à un entretien individuel avec notre responsable dans le mois.

Alors, on ne sait pas si les chiffres sont en progrès, mais ce qu'ils font progresser en tout cas, c'est notre mécontentement.

Chèques postaux Dijon

Renault – Flins : on n'est pas à vendre

Vendredi 24 novembre, deux heures avant le week-end, la direction de l'usine Renault de Flins dans les Yvelines convoquait une réunion du CSE pour annoncer la filialisation d'un bâtiment.

Dans ce bâtiment, le bâtiment S, on remet à neuf des moteurs, boîtes de vitesses, injecteurs, etc., pour les échanges standard, un travail qui se faisait auparavant à l'usine de Choisy-le-Roi. Renault a fermé cette usine, dont les travailleurs ont été mutés à Flins. Il y a deux heures de trajet entre les deux usines, et la plupart de ces travailleurs ont dû déménager, vendre leur maison

ou leur appartement. L'annonce de la vente de l'activité à une filiale dénommée « The Future is neutral » a donc tout de suite suscité de l'inquiétude.

Mardi 28 novembre, à l'appel du syndicat CGT, les travailleurs du bâtiment S se sont réunis pour discuter, contester, poser leurs problèmes. Toute la direction était sur les dents. Une vingtaine de cadres des Ressources humaines, chefs

d'atelier, etc., étaient mobilisés pour dissuader les travailleurs de se rendre à ce rassemblement, faisant un cordon devant le lieu où il devait se tenir. Les travailleurs ont dû se faufiler entre tout ce beau monde, mais sont venus!

Des questions ont surgi de ce débat: puisque la direction dit que l'activité est rentable, pourquoi la vendre? Que se passe-t-il pour celui qui refuse d'être filialisé?

Pour les salaires, les primes, les quelques avantages encore en cours, que se passera-t-il? La liste est



encore longue...

La politique de De Meo, le PDG de Renault, est de filialiser tout le groupe. Horse, Ampere, The Future is neutral..., c'est tout le groupe Renault qui est explosé entre ces différentes

entités. Il lui sera plus facile de couper les branches qu'il aura décidé d'éliminer que l'arbre entier.

En attendant, les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser tondre. À suivre.

Correspondant LO

Jeudi noir en Peinture

À l'usine de Flins, jeudi 30 novembre, une trentaine de travailleurs sur les quarante que compte l'atelier Peinture ont débrayé pendant une heure pour s'opposer à la direction.

Depuis quelques mois, ces messieurs envoient sous le moindre prétexte des courriers recommandés avec convocation à des entretiens préalables en vue d'une sanction. Cela a été le cas par exemple un jour où la direction elle-même avait décidé de supprimer les transports collectifs et où certains travailleurs n'ont donc pas pu venir à l'usine.

À l'entendre, ces travailleurs auraient dû venir à quatre heures du matin,

par leurs propres moyens, y compris en auto-stop ou même à pied, alors que la plupart habitent à plusieurs dizaines de kilomètres de l'usine! Même une seule journée d'absence, quand un travailleur ou son enfant est malade, est maintenant refusée voire sanctionnée, même si le chef a été prévenu le jour-même.

En fait, actuellement, la direction de Renault cherche par tous les moyens à vider l'usine de ses salariés. Mais si elle

croit pouvoir se débarrasser d'eux ainsi, par l'intimidation, la distribution de journées de mise à pied, elle se trompe. C'est ce que les travailleurs concernés ont tenu à lui faire savoir ce jeudi-là, en débrayant pour refuser les pressions, les sanctions et la dégradation des conditions de travail.

Depuis ce débrayage, les chefs font profil bas et sont devenus mielleux. C'est de plus un premier avertissement car, si la direction persiste, les travailleurs de Peinture ont compris ce qu'il leur restait à faire.

Correspondant LO

Renault Trucks – Saint-Priest : la santé avant les profits!

Mardi 28 novembre en équipe du soir, à l'usine Ponts-Essieux de Renault Trucks à Saint-Priest, dans le Rhône, des travailleurs ont été pris de malaises et ont dû subir des contrôles à l'hôpital, si bien que l'usine a été évacuée une première fois.

Le mercredi soir, pour les mêmes raisons, les travailleurs se sont retrouvés confinés à la cantine. Et finalement, le jeudi, la direction a décidé de fermer l'usine et de mettre tout le monde en chômage technique afin de procéder à des analyses.

Vendredi 1^{er} décembre, alors qu'officiellement rien n'avait été trouvé, la direction a fait reprendre le travail vers 18 heures. Une

quarantaine d'ouvriers se sont alors mis en grève jusqu'à la fin du poste pour protester contre le manque de garantie de sécurité, d'autant plus que les malaises continuaient. Beaucoup de bruits courent: il est question de présence de monoxyde de carbone, de brûlures mal réglés...

Lundi 4 décembre, la direction a fait installer des capteurs dans les ateliers

et sur certains travailleurs, et le travail a repris. Pour elle, l'urgence est de fournir l'usine de Bourg-en-Bresse en ponts et essieux car elle a dû la fermer une journée par manque de pièces.

Les travailleurs n'ont aucune information et sont inquiets d'avoir dû reprendre le travail alors que le danger est toujours là. Cela provoque des interrogations, des discussions et une grande méfiance à l'égard de la direction, car des symptômes continuent à se manifester.

Correspondant LO

SNCF – Rennes : débrayage au Technicentre Industriel

De grosses opérations de maintenance, prévues ces prochaines années sur les trains, vont nécessiter d'augmenter la production de pièces. C'est la raison mise en avant par la direction du Technicentre (TI) de Rennes pour faire passer une partie des 350 travailleurs de l'atelier en équipe de nuit.

Au mois de juillet, la direction avait commencé à réunir les travailleurs en petits groupes pour les convaincre, prime à l'appui, de cette nécessité du passage en nuit. Si certains ont accepté, tous le vivent comme un sacrifice supplémentaire pour réussir à finir le mois: pour que le salaire dépasse les 1500 euros, il faut des années d'ancienneté. Il s'y ajoute l'aggravation des conditions de travail, avec les cadences en augmentation, les cheminots régulièrement chronométrés sur leur établi, le matériel de plus en plus vétuste et difficile à obtenir, la température, toujours plus basse dans l'atelier chaque hiver, économies de chauffage obligent.

Le 24 novembre, 70 ouvriers ont débrayé à l'appel de la CGT. Une prime ayant été octroyée dans d'autres services pour la «bonne régularité des trains», les cheminots du TI de Rennes réclament eux une prime de

700 euros. Si la direction raconte toute l'année que les cheminots sont «Tous SNCF», qu'elle verse donc la prime à tout le monde! Lors du débrayage, les cheminots ont décidé de monter ensemble la voix. Ils ont d'abord pu y apprécier le chauffage, certains faisant remarquer qu'ils n'avaient plus les moyens de chauffer autant chez eux. Puis, ils ont pris la parole, répondu au mépris quotidien de la direction, et posé le problème des salaires trop bas.

La direction, surprise du nombre de cheminots présents, a sorti ses phrases creuses habituelles, sans rien céder. Mais ceux qui ont débrayé en sont fiers. C'était la première fois pour certains, et l'ambiance dans l'atelier a changé.

S'être retrouvés pour dire ce dont ont besoin les travailleurs est un bon début. Au TI de Rennes, il n'est pas dit que les débrayages s'arrêtent de sitôt.

Correspondant LO

Hôpital de Quimper : les Urgences à bout de souffle



Depuis plusieurs semaines, le personnel des urgences du Centre hospitalier de Quimper se mobilise pour dénoncer la situation catastrophique de son service.

Alors que sa capacité d'accueil est de 22 personnes, plus d'une cinquantaine de patients y passent souvent la nuit dans des conditions indignes. Plus de la moitié d'entre eux nécessitent une hospitalisation dans un service adapté à leur pathologie. Mais en raison de la fermeture de nombreux lits d'hospitalisation dans les services, en soins de suite et réadaptation (SSR) ou en Ehpad, ils sont contraints de stationner parfois jusqu'à quatre jours aux urgences.

Seuls ceux ayant besoin d'oxygène ou d'isolement pour raison infectieuse ou troubles psychiques disposent d'un box. Les autres se retrouvent dans les couloirs, des réserves, des bureaux, des salles d'attente. Il est impossible de dormir dans les couloirs, des toilettes peuvent y être effectuées au mépris de la dignité des personnes. Dans des salles emplies de brancards,

des examens ont dû être réalisés de nuit, à la lumière d'un téléphone portable pour ne pas réveiller les autres occupants.

Le risque d'erreur augmente avec la dégradation des conditions de travail. La charge de travail, la pression psychique de tout le personnel devient insupportable et les départs s'accumulent. Les arrêts de travail se multiplient. Les soignants sont rappelés sur leur repos pour remplacer des collègues en arrêt. Le travail en sous-effectif est la norme. Chaque jour, il manque un à deux médecins SMUR, ce qui rallonge les délais d'intervention. Il manque aussi en permanence un à deux médecins et autant de soignants aux Urgences de Quimper.

Cette situation est aussi la conséquence et le révélateur de la dégradation générale du système de santé. En amont, les médecins

généralistes et les professionnels de santé ne sont plus assez nombreux sur le territoire et les patients n'ont souvent d'autre alternative que d'aller aux urgences pour bénéficier d'une consultation médicale. Et en aval, les services d'hospitalisation et d'accueil sont saturés en raison de la pénurie de lits et de personnel. Cela oblige les Urgences à dispenser des soins aux personnes en attente d'une admission. Les responsables du gouvernement et l'Agence régionale de Santé ne peuvent mettre en avant une situation exceptionnelle et passagère comme lors de l'épidémie de Covid. C'est au contraire la recherche permanente d'économies et de rentabilité aux dépens de la santé qui est responsable de ce chaos grandissant.

Une lettre ouverte a été signée par la quasi-totalité de l'équipe du service des Urgences/SMUR de Quimper et Concarneau, dénonçant cette situation, et des reportages ont mis cette affaire sur la place publique. À Brest et à Morlaix, les Urgences sont aussi mobilisées pour les mêmes raisons. En cas de grève, la direction réquisitionne systématiquement le personnel. Mais elle ne peut empêcher la colère de s'exprimer. Par sa lutte, le personnel des hôpitaux défend non seulement ses conditions de travail mais le droit aux soins et à la dignité pour tous.

Correspondant LO

Hôpital de Laval : une militante urgentiste évincée

La cheffe des Urgences de l'hôpital de Laval, Caroline Brémaud, vient d'être démise de ses fonctions. Il est évident qu'on lui fait payer son implication dans les mobilisations visant à défendre l'hôpital public, et cela devient une affaire nationale.

Depuis deux ans, cette urgentiste dénonce l'état déplorable du système de santé publique, dont l'hôpital de Laval est un exemple, comme il y en a bien d'autres à travers le pays.

En décembre 2021, elle témoignait sur les conditions de travail de moins en moins supportables et sur la prise en charge des patients, qu'elle qualifiait d'indigne. Caroline Brémaud relatait que, chaque nuit, des personnes dormaient dans le couloir des urgences. Elle donnait l'exemple, quelques jours plus tôt, d'une femme de 95 ans qui y était restée 36 heures avant d'être prise en charge.

En décembre 2022, Caroline Brémaud appelait à faire grève et à manifester devant l'hôpital, pour dénoncer, entre autres, le manque de médecins généralistes en Mayenne, parmi les premiers déserts médicaux. Elle racontait que, quelques jours auparavant, les numéros d'appel 15 et 116 117 (créé en 2017 et

consécutif) étaient censé recevoir les appels non urgents de personnes n'ayant pas accès à un médecin généraliste) étaient complètement saturés, avec un délai de 4 heures d'attente pour avoir un médecin en ligne.

En juillet 2023, elle s'insurgeait contre la fermeture durant la nuit des Urgences non vitales des trois hôpitaux de la Mayenne, prévue jusqu'en septembre faute de médecins et de personnel soignant en nombre suffisant.

Ce ne sont que quelques exemples des conséquences du manque de moyens consacrés à la santé publique, dénoncées au cours de diverses mobilisations, qui se succèdent en Mayenne depuis des années, avec parfois une participation importante de la population. Le gouvernement se moque des usagers comme des salariés de la santé, et choisit de régler le problème en essayant de les faire taire. Pour cette fois, c'est raté!

Correspondant LO

Hôpital Trousseau - Tours : le mécontentement éclate

Mardi 28 novembre en début d'après-midi, plusieurs dizaines de travailleurs de différents services de l'hôpital Trousseau (le site du CHRU au sud de l'agglomération de Tours), accompagnés de quelques représentants des syndicats, se sont rassemblés devant l'entrée pour crier leur ras-le-bol.

40 % des services s'étaient déclarés en grève, certains le sont déjà d'ailleurs depuis plusieurs semaines, même s'ils sont assignés en quasi-totalité. Comme dans la plupart des hôpitaux du pays, la revendication essentielle est d'avoir des effectifs en nombre suffisant!

Il y en a assez des plans bouleversés au dernier moment, de devoir s'occuper seule de 17 à 18 patients la nuit, de devoir laisser un service en charge à deux nouvelles venues et une intérimaire, de devoir tout assurer avec six aides-soignantes au lieu de onze à l'effectif théorique...

et tant d'autres exemples évoqués au rassemblement. Les syndicats chiffrent à 200 les embauches nécessaires sur le site, le DRH en annonçait 70 « pour du remplacement ».

À peine quelques jours auparavant, dans la presse locale la directrice du CHRU se déclarait « ouverte au dialogue social ». Mais dans les faits, les grévistes ont reçu un mail pour leur interdire de porter la blouse si elles n'étaient pas en poste, c'est-à-dire lors du

rassemblement! Durant celui-ci, des cadres ont braqué leurs appareils photo sur les participants, et la directrice a refusé la participation de travailleurs à la rencontre qu'elle proposait aux syndicats, que ceux-ci ont alors décliné.

Dans la même interview elle se plaignait, comme nombre de ses congénères, de l'absentéisme du personnel « qui désorganise les services ». Mais celui-ci est le résultat direct de la politique de tous les responsables de

la Santé: le manque d'effectifs, les conditions de travail dégradées aboutissent à l'épuisement, qui engendre les arrêts et même carrément les départs. Sans des crédits massifs permettant des embauches massives, par centaines, dans tous les hôpitaux, rien ne pourra diminuer cet absentéisme. Mais les milliards nécessaires à une telle politique, sont plutôt consacrés par les gouvernants aux budgets militaires.

Correspondant LO

Casino : roulette russe avec la peau des salariés

Mardi 5 décembre les salariés du siège du groupe Casino, à Saint-Étienne, étaient appelés à faire grève et à manifester à l'appel de tous les syndicats. Ils ont été rejoints par ceux des magasins et des entrepôts de la région et des délégations de Paris, Marseille ou Auxerre.

Au total, plus de 1 000 personnes ont manifesté dans la ville. Les travailleurs de Vitry-sur-Seine, siège de Monoprix et Franprix, qui appartiennent au groupe Casino, étaient appelés aussi à la mobilisation.

Le groupe, très endetté, et qui a fait pendant des années la fortune de Jean-Charles Naouri, vient d'être racheté par le milliardaire

Kretinsky, connu pour posséder plusieurs journaux, comme *Le Monde* ou *Marianne*. Il s'apprête à poursuivre la vente de ses magasins. Les entrepôts sont particulièrement menacés. Près de Saint-Étienne, plus de 200 embauchés et 100 intérimaires de l'entrepôt sont concernés. Au siège, les 1600 employés risquent aussi de perdre leur emploi. Et

rien ne dit que des magasins ne vont pas fermer dans les prochains mois. Quant à ceux qui vont être rachetés, les droits existants des travailleurs et leur emploi ne seront de toute façon garantis que pendant quelques mois.

Parmi les manifestants, beaucoup étaient en grève pour la première fois de leur vie. Depuis des mois déjà, des travailleurs sont poussés au départ. L'inquiétude est grande : comment joindre les deux bouts quand on est mère seule ou quand plusieurs membres de la famille travaillent pour Casino ?



Rassemblement des travailleurs de Casino à Saint-Étienne.

Pendant des années, les actionnaires de Casino se sont enrichis en jouant au Monopoly géant, rachetant des enseignes dans le monde entier. Aujourd'hui, le vent a tourné. Mais jamais les travailleurs du groupe n'ont eu leur mot à dire sur ces manœuvres. Et, encore aujourd'hui, ils sont les derniers informés de ce

qui se trame.

L'ouverture des comptes et la transparence sur les circuits financiers et les fortunes des principaux responsables révélerait que ces capitalistes ont de quoi assumer les conséquences de leur économie pour que les travailleurs n'en fassent pas les frais.

Correspondant LO

Anatomie d'un dépeçage

Au vu des offres de reprise qui se succèdent, ce qui se prépare est tout simplement le démantèlement du groupe Rallye-Casino et la menace de milliers de licenciements.

Le groupe a une dette de plus de six milliards d'euros, à laquelle s'ajoutent trois autres milliards rattachés à une brochette de holdings financières qui, depuis plusieurs dizaines d'années, pompent l'argent des enseignes pour payer toujours plus d'intérêts aux banques créancières et

verser les dividendes qui ont permis entre autres au PDG propriétaire de Casino, Jean-Charles Naouri, de bâtir sa fortune.

Aujourd'hui, celui-ci lâche l'affaire et c'est le milliardaire Daniel Kretinsky, déjà actionnaire pour 10 % du capital de Casino, qui va lui succéder. Il prendra of-

ficiellement possession de Casino le 24 mars, avec une condition : le vendeur Naouri doit débarrasser le groupe Rallye des hypers et supermarchés Casino pas assez rentables selon ses critères.

Déjà, en 2020, près de 600 magasins Leader Price ont été vendus et sont passés sous enseigne Aldi. Plusieurs hypers Géant Casino ont été vendus à Leclerc. Cette année, Intermarché a signé la reprise en trois vagues de 195 Casino, 119 ayant

déjà changé d'enseigne.

Aujourd'hui, 52 hypers, 353 supermarchés et 12 entrepôts sont mis en vente. Intermarché et Auchan se sont associés et ont fait une offre commune pour reprendre 134 magasins et 8 entrepôts sur 12. Lidl lorgne les supermarchés et Leclerc certains hypermarchés. Le choix des repreneurs et les conditions du partage des magasins devraient être annoncés le 20 décembre.

D'ores et déjà, cela signifie que des dizaines de magasins risquent la fermeture. La menace pèse également sur le siège social de Casino, à Saint-Étienne, qui emploie près de 2 000 salariés. Au total, des milliers de travailleurs sont menacés de licenciement pour continuer à engraisser les capitalistes. Mais le sort des travailleurs de Casino ne doit pas se jouer à la roulette patronale.

Philippe Logier

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Pacifique Sud: la militarisation en marche

Mardi 5 décembre, alors que se tenait à Nouméa la réunion annuelle des ministres de la Défense du Pacifique Sud, plusieurs centaines de manifestants ont protesté dans les rues « contre la militarisation de la Kanaky ».

Cette réunion des ministres de la Défense qui existe depuis 2013 regroupe sept États de la région dotés d'une force militaire, Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Papouasie Nouvelle-Guinée, Tonga, Chili et France. La France y participe au titre de sa présence en Nouvelle-Calédonie et en

Polynésie et des 2 850 soldats qu'elle y maintient. C'est la première fois qu'elle la préside en la personne du ministre Lecornu, et c'est l'occasion pour l'impérialisme français de pousser une nouvelle fois ses pions dans cette région du monde où la rivalité entre les grandes puissances s'intensifie.

Si à l'ordre du jour se trouvent des sujets comme le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles ou encore la lutte contre la pêche illicite, qui ont peu à voir avec la Défense, c'est bien d'influence stratégique qu'il s'agit. Outre ses forces militaires, ses avions, ses bateaux, l'impérialisme français joue, pour exister dans le Pacifique Sud, la carte de « l'équilibre », de la « troisième voie », entre Chine et États-Unis, proposant son parrainage aux

petits pays qui ne veulent pas officiellement choisir entre les deux grands. La France appuie ses offres de service sur les 13 milliards d'euros de la loi de programmation militaire qui, d'ici 2030, seront consacrés à l'outre-mer. Elle compte aussi proposer aux États insulaires un nouveau service, l'académie militaire, pour entraîner leurs soldats, ce qui s'ajoute aux exercices militaires conjoints pour lier leurs armées à celle de la France.

Cependant la concurrence est rude. La Chine, qui s'est insérée sur le terrain délaissé un temps par les États-Unis, a réussi à signer l'an dernier un accord de sécurité avec les Îles Salomon. Les Jeux du Pacifique qui s'y sont tenus jusqu'au 2 décembre ont été l'occasion pour elle de s'y mesurer à l'Australie, proche alliée des États-Unis. La Chine a offert aux Îles Salomon un stade, une piscine, des terrains de tennis pour 120 millions de dollars. Mais surtout, alors

que celles-ci n'ont pas d'armée, Chine et Australie ont rivalisé dans le déploiement de leurs forces de police au nom du « maintien de l'ordre » pendant les Jeux.

Si les États-Unis ont délaissé la région ces dernières années, ils la réinvestissent maintenant massivement. Fin septembre, lors d'un sommet avec l'ensemble des îles du Pacifique Sud, outre l'ouverture de trois nouvelles missions diplomatiques, ils leur ont annoncé 200 millions de dollars d'aide de plus, venant s'ajouter aux 600 millions programmés sur les dix ans à venir. Et ils ont, quoi qu'en disent les ministres français, le poids décisif dans la région.

Tout cela n'empêche pas Lecornu de se faire représentant de commerce pour le compte de Naval Group. Il essaiera au retour de Nouméa de vendre aux Philippines et à la Malaisie quelques sous-marins et bateaux militaires.

Serge Benham



Le congrès de Lutte ouvrière

Le congrès annuel de Lutte ouvrière, qui s'est tenu les 2 et 3 décembre, a été très largement consacré à des discussions sur la situation internationale, marquée par la guerre au Proche-Orient et en Ukraine et par les menaces que fait peser l'impérialisme, d'une évolution guerrière généralisée.

Comme chaque année, des représentants de différentes organisations ayant la même base programmatique et militant avec les mêmes objectifs que Lutte ouvrière, sont intervenus. Des camarades des Antilles, de la Réunion, d'Haïti, de Côte d'Ivoire, des États-Unis, de Grande-Bretagne,

d'Allemagne, de Belgique et de Turquie ont décrit la situation de la classe ouvrière dans leur pays.

Le congrès a discuté de la situation intérieure en France, de son évolution réactionnaire et de la nécessité de construire et développer une organisation représentant le

communisme révolutionnaire, le trotskysme, dans la classe ouvrière. Il a été décidé que Lutte ouvrière serait présente aux élections européennes pour montrer l'existence de ce courant. Une motion en ce sens a été votée à l'unanimité des délégués présents. Enfin le congrès a élu le comité central et le comité exécutif de Lutte ouvrière.

L'ensemble des textes d'orientation ainsi que de larges extraits des discussions seront publiés dans le prochain numéro de la revue *Lutte de Classe*.



Affirmer la perspective communiste révolutionnaire (Motion)

Après vingt mois de guerre en Ukraine opposant les puissances impérialistes de l'OTAN à la Russie, le cheminement vers une généralisation de la guerre a franchi une nouvelle étape avec l'embarquement en Palestine et en Israël.

Comme nous l'avons exprimé dans la motion que nous avons votée à notre congrès de l'année dernière, « pour éviter la guerre, les peuples ne

peuvent pas compter sur la bourgeoisie impérialiste, ses hommes politiques, ses états-majors qui [...] préparent méthodiquement l'embarquement général par l'accumulation d'armes et par la mise au pas des populations ».

S'élevant contre ceux qui prétendaient que les conditions historiques pour le changement de la société n'étaient pas mûres, Trotsky affirmait, il y a quatre-vingts ans déjà :

« Les prémisses objectives de la révolution ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine, tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. »

À la lumière de ce que furent la Première et la Deuxième Guerres mondiales, la perspective d'une troisième guerre mondiale transformera cette

affirmation en certitude.

Le prolétariat international conserve sa force, comme sa place indispensable dans la société. Il lui manque la conscience révolutionnaire de ses intérêts politiques et l'organisation, c'est-à-dire le parti qui les incarne.

Lutte ouvrière se présentera aux élections européennes de 2024 pour affirmer cette perspective et pour donner à tous ceux qui partagent ses

convictions communistes internationalistes la possibilité de les exprimer.

La liste Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-pierre Mercier, témoignera de l'existence dans la classe ouvrière d'un courant révolutionnaire conscient que l'avenir de l'humanité dépend de la capacité du prolétariat à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à prendre la direction de la société.